

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale de la Loire

Saint-Etienne, le 22 mai 2015

Affaire suivie par : Stéphanie ROME
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : stephanie.rome
@developpement-durable.gouv.fr
UT42-S6-015-0176

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

INSPECTION DU 27 AVRIL 2015

NAULIN SA / CARRIÈRE DE CLEPPE LIEU-DIT « L'ÎLE »

Rapport de l'inspection des installations classées

OBJET : Notification d'abandon total
REF : Dossier du 4 août 2011
Compléments de dossier remis le 27/04/2015

I - Présentation synthétique du dossier du demandeur

La société NAULIN SA a transmis le 4 août 2011 un dossier de notification de fin de travaux concernant sa carrière alluvionnaire située à CLEPPE, lieu-dit « L'Île ».

Cette carrière a été autorisée en dernier lieu par arrêté préfectoral du 18 octobre 1991. Cet arrêté est arrivé à échéance en octobre 2006.

Un pré-dossier concernant la remise en état a été déposé le 7 août 2007. Ce dossier a été jugé insuffisant, le réaménagement du site n'étant pas réalisé conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1991.

L'exploitant a fait réaliser les derniers travaux de réaménagement en 2008/2009.

A l'examen du dossier de 2011 et après une inspection sur place le 5 décembre 2011, l'inspection a constaté que la remise en état de ce site ne correspondait pas entièrement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1991.

Par lettre en date du 29/12/2011, les compléments suivants ont été demandés,

- mettre à jour le dossier de déclaration concernant le site de l'installation de traitement afin d'intégrer les installations et activités (hangar et stockage de matériaux recyclés) présents sur les parcelles 44 et 373 (ex 315),
- compléter le dossier de cessation d'activité avec des mesures paysagères visant à intégrer aux mieux les installations vis-à-vis des surfaces abandonnées et remises en état,
- justifier la modification des conditions de remise en état concernant la digue.

1) Mise à jour du dossier de déclaration :

L'exploitant a transmis, le 22/12/2011, à la sous-préfecture de Montbrison les éléments modifiant son dossier de déclaration en intégrant :

- la présence d'un stockage de matériaux, d'une aire de lavage et d'un hangar sur la parcelle 44,
- la création d'un nouveau circuit de recyclage des eaux de lavage de l'installation de traitement des matériaux avec 4 bassins. Une prise d'eau dans le plan d'eau de la parcelle 373 permet de faire l'appoint en eau du circuit de lavage.

Ces modifications n'entraînent pas de changement notable au sens de l'article R.512-54. Le récépissé de déclaration du 7 novembre 1994 et les prescriptions jointes demeurent donc applicables.

Les modifications sollicitées ont été actées par la sous-préfecture de Montbrison par lettre du 6 mars 2012.

2) Mesures paysagères :

Il a été demandé à l'exploitant de proposer des mesures visant à bien séparer l'installation de traitement des matériaux et les activités connexes du site d'extraction remis en état.

Lors de l'inspection du 27 avril 2015, il a été constaté que la parcelle 44, occupée par des activités connexes, est désormais séparée de la parcelle A1 (parcelle en eau remise en état) par un talus enherbé et planté avec des essences locales.

Ce talus répond à la demande de l'inspection en terme d'intégration paysagère.

3) Modifications des conditions de remise en état :

Selon l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral de 1991, l'exploitant devait réaliser une digue : « Afin d'assurer une protection des terres agricoles, l'exploitant mettra en place une digue conformément au profil joint en annexe II au présent arrêté, le pied de cette digue sera implanté à la limite du domaine public et de la parcelle n°185 ».

Dans le dossier, il est indiqué que dans le cadre du protocole Loire, il est apparu que certaines installations alternatives pouvaient être aussi efficaces. Ainsi, l'exploitant n'a pas réalisé le revêtement en enrochement côté Loire au droit de la parcelle A185. En revanche, l'exploitant a restitué une zone remblayée supplémentaire de 45 mètres (dont 10 mètres de terrain non exploité) portant la distance totale entre le plan d'eau et la Loire à 145 mètres au nord et à 72 mètres au sud.

L'exploitant a fait réaliser des pentes douces le long du plan d'eau côté Loire et a modelé une zone en dépression permettant de favoriser le remplissage du plan d'eau par l'aval lors des crues.

On note que l'article 8 de l'arrêté préfectoral ouvre la possibilité à des aménagements alternatifs dans les conditions reprises ci-après : « les dispositions de l'article 7.4 pourront faire l'objet de modifications si les conclusions de l'étude géomorphologique projetée les exigeant sont connues avant la fin des travaux préparatoires aux protections. »

L'inspection a néanmoins jugé les éléments du dossier de 2011 insuffisants et a demandé à l'exploitant de justifier plus précisément la suffisance et l'efficacité des mesures prises qui doivent être fondées sur des éléments techniques issus de l'étude géomorphologique ou autres études plus récentes en la matière.

Dans un mémoire complémentaire de mai 2014 (remis à l'inspection le 27 avril 2015), l'exploitant a justifié de manière plus précise le choix de la remise en état du site.

Depuis l'arrêté préfectoral de 1991, de nouvelles connaissances sur la Loire et son évolution ont abouti à de nouvelles préconisations en terme d'aménagement des bords du fleuve et notamment :

- le Plan Interrégional Loire Grandeur Nature (Armine 2007) qui remet en cause l'endiguement et pose le concept d'espace de liberté ou de mobilité de la rivière,
- l'étude géomorphologique de la Loire (SOGREAH – AQUASCOP – 1996) qui remet en cause la protection généralisée des berges sauf au droit des bâtiments ou infrastructures lourdes,
- le SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015 qui interdit la mise en place de nouvelles digues et de nouveaux remblais sauf pour la protection de lieux fortement urbanisés. Cette notion a été reprise dans le schéma départemental des carrières de 2005.

Le dossier complémentaire rappelle que la carrière est très éloignée des secteurs habités. Par ailleurs, une protection en enrochement a été réalisée dans le cadre du protocole Loire afin de protéger les zones agricoles situées à proximité le long de la parcelle 1


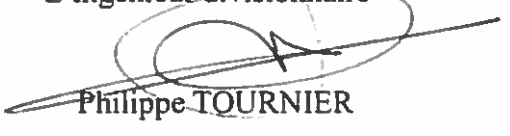
III - Conclusion

La restitution d'une zone en pente douce évite donc l'endiguement selon les préconisations vues ci-dessus et conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral.

Par ailleurs, l'aménagement d'une zone en dépression favorise le remplissage du plan d'eau par l'aval. Cet aménagement évite la capture du cours d'eau à l'occasion d'une crue et par conséquent de piéger la charge solide et de créer ainsi une érosion progressive.

L'inspection propose donc, en application de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, le procès-verbal de récolement ci-joint dont un exemplaire gagnerait à être transmis à l'exploitant pour l'informer de la fin d'instruction de sa déclaration de fin de travaux.

➤

<p>L'inspecteur de l'environnement</p>  <p>Stéphanie ROME</p>	<p>Vu et transmis, le 22 mai 2015 à Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison Pour la directrice et par délégation, L'Ingénieur divisionnaire</p>  <p>Philippe TOURNIER</p>
--	---

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement

Rhône-Alpes

**PROCES-VERBAL de RECOLEMENT
(Article R.512-39-3 du code de l'environnement)**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement – Carrière
Notification de fin de travaux totale

REF : Dossier de déclaration reçu le 4 août 2011 et complété par un mémoire daté de mai 2014
remis à l'inspection le 27 avril 2015.

Exploitant : NAULIN S.A.

Localisation de l'exploitation : lieu-dit « L'Ile » à CLEPPE et EPERCIEUX-SAIN-PAUL

Parcelles et superficie objet de la notification de fin de travaux :

- CLEPPE : section A, parcelles cadastrales 1, 44 et 373 (ex 315)
- EPERCIEUX-SAIN-PAUL : section A, parcelles cadastrales 185

Actes administratifs :

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 1991

Déclaration de fin de travaux totale :

Au vu des résultats de l'instruction menée et des constatations effectuées sur place le 27 avril 2015, il apparaît que les parcelles susvisées sont restituées en conformité aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1991 et selon les préconisations des plans, schéma et études réalisées a posteriori (étude géomorphologique de la Loire de 1996, plan interrégional Loire grandeur nature de 2007, SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015).

La parcelle 44 ainsi qu'une prise d'eau sur le plan d'eau de la parcelle 373 ont été intégrées dans l'emprise du site de l'installation de traitement relevant du récépissé de déclaration du 7 novembre 1994 (modification actée par lettre de la sous-préfecture de Montbrison du 6 mars 2012).

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été établi en application de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Fait à Saint-Etienne, le 22 mai 2015

La Technicienne supérieure en chef de l'économie et de l'industrie
Inspecteur de l'environnement



Stéphanie ROME

N.B : le présent procès-verbal de recolement ne peut être assimilé à un quitus, et des prescriptions complémentaires peuvent être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article R.511-1 du code de l'environnement.

